



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Associations Occitanie en scène et Les Amis du château de Castries - Adhésion - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1) Occitanie en scène

Occitanie en scène est l'association régionale de développement du spectacle vivant en Occitanie. Créée à l'initiative conjointe de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, elle reçoit le soutien des Départements de l'Aude, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales, et a pour but de contribuer au développement artistique et culturel en Occitanie, dans l'objectif d'en faire une région dynamique pour les créateurs et créatrices qui y vivent, et une terre d'émergence de nouvelles formes artistiques, dans une perspective d'aménagement culturel du territoire et de réduction des inégalités d'accès à la création artistique.

Ses domaines d'intervention couvrent l'ensemble du champ des arts vivants : le cirque, la danse, la musique, le théâtre et leurs formes associées et croisées, pour la scène, l'espace public ou la piste.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association lui permettra d'intégrer et de participer aux travaux du collège des collectivités et territoires partenaires, et ainsi de s'inscrire dans une démarche d'échanges et de réflexions partagées autour des politiques et de l'aménagement culturels du territoire.

Les membres du collège des collectivités et territoires partenaires de l'association sont dispensés de cotisation financière.

2) Les Amis du château de Castries

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la française dessiné par André LE NÔTRE, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul RIQUET, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain.

L'association Les Amis du château de Castries a été créée en 2014, suite au rachat du château par la commune de Castries. Elle a pour but la sauvegarde, la mise en valeur, la promotion et le rayonnement du château ainsi que du patrimoine architectural et historique qu'il représente.

Forte de plus d'une centaine d'adhérents, elle intervient notamment dans le domaine de la communication et de l'organisation d'événements et d'activités culturels divers au sein du château et de son parc (visites, conférences, expositions, concerts etc.).

L'adhésion à l'association est pour Montpellier Méditerranée Métropole l'occasion de poursuivre et renforcer son soutien à la valorisation de cet ensemble architectural remarquable, Montpellier Méditerranée Métropole participant par ailleurs à hauteur de 1 million d'euros à l'opération de réhabilitation du château actuellement en cours.

Le coût annuel de l'adhésion à l'association s'élève à 10 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie en scène ;
- d'approuver l'adhésion à l'association Les Amis du château de Castries, pour un montant annuel de 10 € TTC ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.